

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2023/43850]

12 JUILLET 2023. — Loi transposant la directive (UE) 2019/713 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et remplaçant la décision-cadre 2001/413/JAI du Conseil (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi transpose la directive (UE) 2019/713 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et remplaçant la décision-cadre 2001/413/JAI du Conseil.

CHAPITRE II. — Modifications du Code pénal

Art. 3. Dans le titre III, livre 2, du Code pénal, il est inséré un chapitre II^{ter} intitulé "De la contrefaçon ou falsification des instruments de paiement autres que les espèces".

Art. 4. Dans le chapitre II^{ter}, inséré par l'article 3, il est inséré un article 178^{quater}, rédigé comme suit:

"Art. 178^{quater}. Aux fins du présent chapitre, on entend par "instrument de paiement autre que les espèces" un dispositif, objet ou enregistrement protégé non matériel ou matériel ou une combinaison de ces éléments, qui, à lui seul ou en liaison avec une procédure ou un ensemble de procédures, permet à son titulaire ou à son utilisateur d'effectuer un transfert d'argent ou de valeur monétaire, y compris par des moyens d'échange numériques et qui n'est pas visé par les chapitres I, II et II^{bis} du présent titre."

Art. 5. Dans le même chapitre II^{ter}, il est inséré un article 178^{quinquies}, rédigé comme suit:

"Art. 178^{quinquies}. Celui qui aura contrefait ou falsifié un instrument de paiement autre que les espèces, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de cent euros à cent mille euros.

La tentative de ce délit sera punie de la même peine."

Art. 6. Dans le même chapitre II^{ter}, il est inséré un article 178^{sexies} rédigé comme suit:

"Art. 178^{sexies}. Celui qui utilise ou tente d'utiliser des instruments de paiement autres que les espèces contrefaits ou falsifiés, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six euros à cinquante mille euros."

Art. 7. Dans le même chapitre II^{ter}, il est inséré un article 178^{septies} rédigé comme suit:

"Art. 178^{septies}. Celui qui possède, détient, obtient pour lui-même ou pour autrui, importe, exporte, transporte, vend ou distribue des instruments de paiement autres que les espèces obtenus par des moyens illégaux, contrefaits ou falsifiés dans l'intention de les utiliser, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six euros à cinquante mille euros ou d'une de ces peines seulement.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2023/43850]

12 JULI 2023. — Wet tot omzetting van Richtlijn (EU) 2019/713 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de bestrijding van fraude met en vervalsing van niet-contante betaalmiddelen en ter vervanging van Kaderbesluit 2001/413/JBZ van de Raad (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet voorziet in de omzetting van Richtlijn (EU) 2019/713 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de bestrijding van fraude met en vervalsing van niet-contante betaalmiddelen en ter vervanging van Kaderbesluit 2001/413/JBZ van de Raad.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van het Strafwetboek

Art. 3. In titel III, boek 2, van het Strafwetboek wordt een hoofdstuk II^{ter} ingevoegd, luidende "Namaking of vervalsing van niet-contante betaalinstrumenten".

Art. 4. In hoofdstuk II^{ter}, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 178^{quater} ingevoegd, luidende:

"Art. 178^{quater}. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt onder "niet-contant betaalinstrument" verstaan een immaterieel of materieel, beveiligd apparaat of voorwerp of een immateriële of materiële, beveiligde registratie, of een combinatie daarvan, waarmee de houder of gebruiker, al dan niet in combinatie met een procedure of geheel van procedures, geld of monetaire waarde kan overmaken, waaronder door middel van digitale betaalmiddelen, en dat niet wordt beoogd in de hoofdstukken I, II en II^{bis} van deze titel."

Art. 5. In hetzelfde hoofdstuk II^{ter} wordt een artikel 178^{quinquies} ingevoegd, luidende:

"Art. 178^{quinquies}. Hij die een niet-contant betaalinstrument namaakt of vervalst, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van honderd euro tot honderdduizend euro.

Poging tot dat wanbedrijf wordt gestraft met dezelfde straf."

Art. 6. In hetzelfde hoofdstuk II^{ter} wordt een artikel 178^{sexies} ingevoegd, luidende:

"Art. 178^{sexies}. Hij die nagemaakte of vervalste niet-contante betaalinstrumenten gebruikt of poogt te gebruiken, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot vijftigduizend euro."

Art. 7. In hetzelfde hoofdstuk II^{ter} wordt een artikel 178^{septies} ingevoegd, luidende:

"Art. 178^{septies}. Hij die onrechtmatig verkregen, nagemaakte of vervalste niet-contante betaalinstrumenten bezit, voorhanden heeft, aanschaft voor zichzelf of voor een ander, invoert, uitvoert, vervoert, verkoopt of verspreidt met het oogmerk om deze te gebruiken, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot vijftigduizend euro of met een van die straffen alleen.

La tentative de ce délit sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de cinquante euros à mille euros ou d'une de ces peines seulement."

Art. 8. Dans le même chapitre *IIter*, il est inséré un article 178*octies* rédigé comme suit:

"Art. 178*octies*. Celui qui, ayant reçu pour bons des instruments de paiement autres que les espèces contrefaits ou falsifiés, les réutilise ou tente de réutiliser après en avoir vérifié les vices après réception, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de vingt-six euros à mille euros ou d'une de ces peines seulement."

Art. 9. Dans le même chapitre *IIter*, il est inséré un article 178*nonies* rédigé comme suit:

"Art. 178*nonies*. Celui qui, indûment, produit, obtient pour soi-même ou pour autrui, importe, exporte, vend, transporte, diffuse ou met à disposition sous une autre forme, un quelconque dispositif, y compris des données informatiques, principalement conçu ou adapté pour permettre la commission des infractions prévues par le présent chapitre, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six euros à cinquante mille euros ou d'une de ces peines seulement."

Art. 10. À l'article 192 du même Code, remplacé par la loi du 12 juillet 1932, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots "178*quinquies* à 178*septies*, 178*nonies*," sont insérés entre les mots "177, alinéa 2," et les mots "aux deux derniers alinéas de l'article 180";

2° les mots "ou d'autres instruments de paiement autres que des espèces contrefaits ou falsifiés," sont insérés entre les mots "de monnaies contrefaites ou altérées" et les mots "ou de papiers contrefaits ou falsifiés,".

Art. 11. Dans l'article 192*ter* du même Code, inséré par la loi du 10 janvier 2005, les mots "178*quinquies* à 178*nonies*," sont chaque fois insérés entre les mots "176 à 178," et les mots "180, et 185 à 187*bis*,".

Art. 12. Dans le livre II, titre III, du même Code, l'intitulé "Dispositions communes aux cinq chapitres précédents", avant l'article 213, est remplacé par ce qui suit:

"Dispositions communes aux six chapitres précédents".

Art. 13. Dans l'article 213 du même Code, les mots "instruments de paiement autres que les espèces," sont insérés entre les mots "coupons, billets," et le mot "sceaux".

Art. 14. L'article 470 du même Code est remplacé par ce qui suit:

"Art. 470. Sera puni des peines visées à l'article 468, comme s'il avait commis un vol avec violences ou menaces, celui qui aura obtenu, délibérément, à l'aide de violences ou de menaces, soit un bien, soit un avantage illicite."

Art. 15. Dans l'article 491, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 26 juin 2000, les mots "des effets, deniers, marchandises, billets, quittances, écrits de toute nature contenant ou opérant obligation ou décharge et qui lui avaient été remis à la condition de les rendre ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé" sont remplacés par les mots "un bien mobilier ayant une valeur économique qui lui avait été remis à la condition de le rendre ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé".

Art. 16. L'article 496, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 26 juin 2000, est remplacé par ce qui suit:

"Celui qui cherche à se procurer, pour lui-même ou pour autrui, avec une intention frauduleuse, un avantage économique illégal, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, ou pour abuser autrement de la confiance ou de la crédulité, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de vingt-six euros à trois mille euros."

Poging tot dat wanbedrijf wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot een jaar en met geldboete van vijftig euro tot duizend euro of met een van die straffen alleen."

Art. 8. In hetzelfde hoofdstuk *IIter* wordt een artikel 178*octies* ingevoegd, luidende:

"Art. 178*octies*. Hij die nagemaakte of vervalste niet-contante betaalinstrumenten die hij te goeder trouw ontvangen heeft, opnieuw gebruikt of pooft te gebruiken, terwijl hij de ondeugdelijkheid ervan na ontvangst heeft vastgesteld, wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot duizend euro of met een van die straffen alleen."

Art. 9. In hetzelfde hoofdstuk *IIter* wordt een artikel 178*nonies* ingevoegd, luidende:

"Art. 178*nonies*. Hij die, onrechtmatig, enig instrument, met inbegrip van informatiegegevens, dat hoofdzakelijk is ontworpen of aangepast om die in dit hoofdstuk bedoelde misdrijven mogelijk te maken, vervaardigt, aanschaf voor zichzelf of voor een ander, invoert, uitvoert, verkoopt, vervoert, verspreidt of op enige andere manier ter beschikking stelt, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot vijftigduizend euro of met een van die straffen alleen."

Art. 10. In artikel 192 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 12 juli 1932, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "178*quinquies* tot 178*septies*, 178*nonies*," worden ingevoegd tussen de woorden "177, tweede lid," en de woorden "180, laatste en voorlaatste lid";

2° de woorden ", of van andere vervalste of nagemaakte niet-contante betaalinstrumenten," worden ingevoegd tussen de woorden "van nagemaakte of geschonden munten" en de woorden "of van nagemaakt of vervalst papier,".

Art. 11. In artikel 192*ter* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2005, worden de woorden "178*quinquies* tot 178*nonies*," telkens ingevoegd tussen de woorden "176 tot 178," en de woorden "180 en 185 tot 187*bis*".

Art. 12. In boek II, titel III, van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift "Bepalingen aan de vijf vorige hoofdstukken gemeen", voor artikel 213, vervangen als volgt:

"Bepalingen aan de zes vorige hoofdstukken gemeen".

Art. 13. In artikel 213 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "niet contante betaalinstrumenten," ingevoegd tussen de woorden "rente- of dividendbewijzen, biljetten," en het woord "zegels".

Art. 14. Artikel 470 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 470. Met de straffen, bij het artikel 468 bedoeld, wordt gestraft alsof hij een diefstal met geweld of bedreiging had gepleegd, hij die opzettelijk met behulp van geweld of bedreiging hetzij een goed, hetzij een ongeoorloofd voordeel verkrijgt."

Art. 15. In artikel 491, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, worden de woorden "goederen, gelden, koopwaren, biljetten, kwijtingen, geschriften van om het even welke aard, die een verbintenis of een schuldbevrijding inhouden of tweeweg-brengen en die hem overhandigd zijn onder verplichting om ze terug te geven of ze voor een bepaald doel te gebruiken of aan te wenden" vervangen door de woorden "een roerend goed met economische waarde dat hem overhandigd is onder verplichting om het terug te geven of het voor een bepaald doel te gebruiken of aan te wenden".

Art. 16. Artikel 496, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, wordt vervangen als volgt:

"Hij die, met bedrieglijk opzet, beoogt een onrechtmatig economisch voordeel voor zichzelf of voor een ander te verwerven, hetzij door gebruik te maken van valse namen of valse hoedanigheden, hetzij door listige kunstgrepen aan te wenden om te doen geloven aan het bestaan van valse ondernemingen, van een denkbeeldige macht of van een denkbeeldig krediet, om een goede afloop, een ongeval of enige andere hersenschimmige gebeurtenis te doen verwachten of te doen vrezen of om op andere wijze misbruik te maken van het vertrouwen of van de lichtgelovigheid, wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot drieduizend euro."

Art. 17. Dans l'article 505, alinéa 1^{er}, 1^o, du même Code, remplacé par la loi du 7 avril 1995, les mots "les choses enlevées, détournées ou obtenues" sont remplacés par les mots "les biens enlevés, détournés, ou obtenus".

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents : 55 3408
Compte rendu intégral : 6 juillet 2023

Art. 17. In artikel 505, eerste lid, 1^o, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 7 april 1995, wordt het woord "zaken" vervangen door het woord "goederen".

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)
Stukken : 55 3408
Integraal Verslag : 6 juli 2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2023/42914]

30 JUILLET 2022. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de l'arrêté royal du 30 juillet 2022 modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire (*Moniteur belge* du 15 septembre 2022).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmédy.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2023/42914]

30 JULI 2022. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs. — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 30 juli 2022 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs (*Belgisch Staatsblad* van 15 september 2022).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmédy.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST MOBILITÄT UND TRANSPORTWESEN

[C - 2023/42914]

30. JULI 2022 — Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 zur Festlegung der allgemeinen Ordnung über den Straßenverkehr und die Benutzung der öffentlichen Straße und des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein — Deutsche Übersetzung

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Königlichen Erlasses vom 30. Juli 2022 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 zur Festlegung der allgemeinen Ordnung über den Straßenverkehr und die Benutzung der öffentlichen Straße und des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein.

Diese Übersetzung ist von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen in Malmédy erstellt worden.